

Député au Parlement européen
Groupe PPE depuis juin 2009
Circonscription Île-de-France
et des Français de l'étranger

→ Membre de la commission
du Marché intérieur et de la
commission des affaires étrangères

→ Maire de La Garenne-Colombes

→ Professeur de Médecine

Pour plus d'informations, contactez-moi :
philippejuvin92@gmail.com

N° 29
JANVIER 2016

Soutenez mon action,
et rejoignez-moi sur

WWW.PHILIPPEJUVIN.FR

La Lettre de Philippe Juvin



Philippe Juvin, votre député européen d'Île-de-France et des Hauts-de-Seine

En France et en Europe, la crise identitaire est plus grave que la crise économique

Cette première lettre parlementaire de l'année est pour moi
l'occasion de vous présenter mes vœux.

L'année 2015 a été difficile pour les Européens. Mais c'est probablement en France plus qu'ailleurs que les signes d'une dégradation majeure se sont le plus manifestés. Ainsi, alors que le chômage a baissé dans 24 des 28 pays de l'Union en 2015, il a continué à augmenter en France. À cette crise économique et humaine du chômage, se sont ajoutées une crise de sécurité, avec les attentats, et une crise identitaire.

La crise sécuritaire est malheureusement évidente. Et comment ne pas se poser la question de notre responsabilité ? Par exemple, qui peut croire un instant que les armes saisies par dizaines en quelques jours seulement après le 13 novembre n'étaient pas connues ? Comment ont-elles pu être identifiées en si peu de temps si ce n'est parce que l'on savait où elles étaient, mais que nous ne sommes pas allés les chercher... La vérité est que l'on a trop longtemps laissé faire. La première résolution pour 2016 est de ne plus jamais laisser faire.

La crise identitaire n'a jamais été si grande qu'en 2015. La Nation s'est noyée dans le « droit à la différence ». On a essayé de rendre honteuses les identités française et européenne. L'affaire lamentable des programmes d'Histoire du collège a montré la vérité. Une véritable entreprise d'effacement de nos racines est à l'œuvre. Or que seraient la France et l'Europe sans leurs racines grecques, romaines, chrétiennes et des Lumières ? Ce sont elles qui font que notre civilisation a été si belle dans les Arts, dans les Sciences et par ses esprits. Comment s'étonner qu'une partie de la population en vienne à haïr la France si l'école ne lui montre plus ces belles raisons de l'aimer et de l'admirer ?



La France de 2016 a besoin d'une nouvelle colonne vertébrale. Elle doit cesser l'autoflagellation permanente. Les Français doivent de nouveau être fiers de ce qu'ils ont été et de ce qu'ils sont. Être ou devenir français, c'est être ou devenir le gardien d'une très vieille Histoire qu'on admire et dont on prend soin. Être européen ou souhaiter venir se protéger en Europe, c'est accepter ses valeurs, ses us, ses coutumes et son riche legs de souvenirs. Nous vivons une très grave crise identitaire dont la France et l'Europe peuvent mourir. Pour 2016, faisons le vœu que notre famille politique empêche cela.

Philippe Juvin,
Député européen LR
Maire de La Garenne-Colombes

Adoption du rapport sur le marché unique numérique

Le 19 janvier, le Parlement européen a exprimé sa position sur le marché unique numérique, en adoptant à une très large majorité le rapport Kallas-Ghebart. Ce texte, dont Philippe Juvin est l'un des rapporteurs, recommande notamment une meilleure protection des consommateurs et l'élimination des barrières à l'innovation pour les jeunes entreprises. Cette résolution alimentera 16 propositions législatives que la Commission présentera dans le courant de l'année 2016.



Raif Badawi lauréat du Prix Sakharov 2015

Créé en 1988 pour promouvoir la liberté d'esprit, le prix a été décerné le 16 décembre dernier au blogueur, écrivain, militant saoudien et créateur du site Saudi liberals. Emprisonné depuis 2013, c'est à sa femme, Ensaf Haidar, qui a reçu cette distinction du président du Parlement européen, Martin Schulz.

La lettre d'information parlementaire de **Philippe Juvin**

Diplomatie : l'Europe est menacée et la France s'efface

Dans sa stratégie européenne de sécurité de 2003, le Conseil de l'Union européenne faisait le constat optimiste que "l'Europe n'a jamais été aussi prospère, aussi sûre, ni aussi libre". Force est de constater que les choses ont bien changées. L'UE fait désormais face à de nouvelles menaces sur le plan intérieur et extérieur. La France ne joue plus son rôle moteur sur la scène mondiale. Pour rester une grande puissance, elle devra sans tarder relancer la politique étrangère et de défense européenne.

Un contexte international tumultueux

L'année qui vient de s'écouler a certes été marquée par plusieurs accords historiques (sur le programme nucléaire de l'Iran et sur le réchauffement climatique notamment), mais ces avancées ont été éclipsées par l'émergence de nouveaux dangers. En effet, en 2015 de nombreuses crises ont éclaté ou se sont intensifiées aux portes de l'Europe. De la difficile application des accords de Minsk en Ukraine à la multiplication des guerres civiles au Moyen-Orient (en Libye, en Israël, en Irak, en Syrie et au Yémen), l'instabilité s'est installée aux frontières de l'Union. La rivalité grandissante entre les

deux principales puissances régionales que sont l'Arabie Saoudite et l'Iran ne facilite pas la résolution de ces conflits. Cette situation a provoqué la résurgence du djihadisme, incarné par le prétendu « Etat Islamique » (Daech), qui tente d'imposer son idéologie mortifère partout où il le peut.

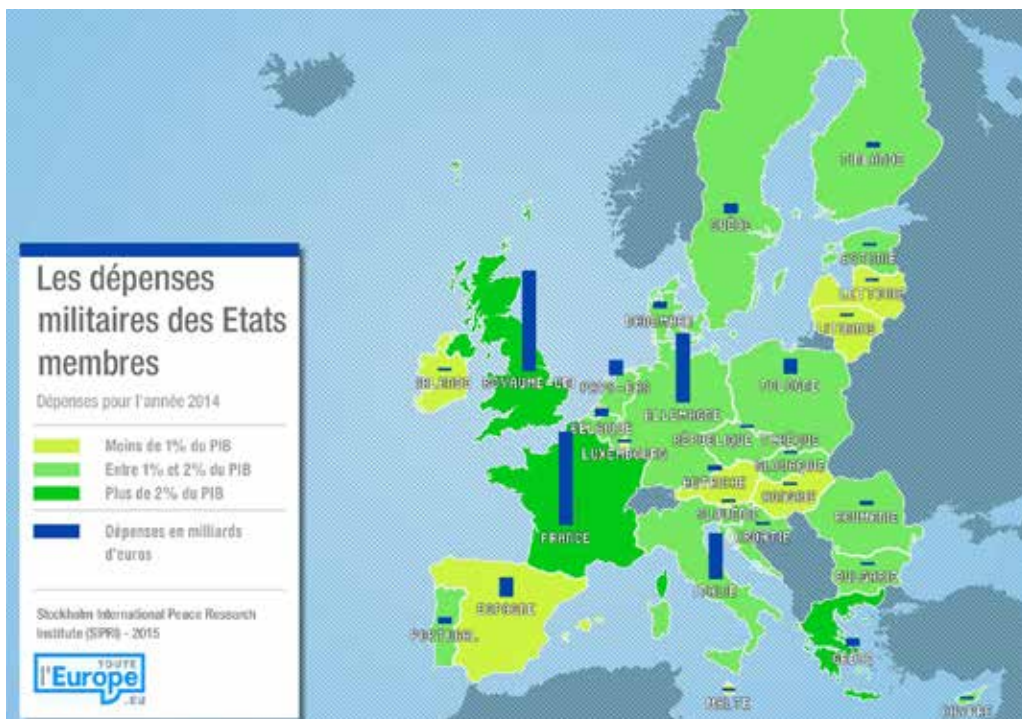
L'année 2015 a aussi été marquée par un afflux sans précédent de migrants vers l'Europe. Environ un million de personnes ont rejoint le Vieux Continent ces douze derniers mois. Ces nouveaux arrivants posent un défi de taille au système d'intégration européen.

La France a également été victime de plusieurs attaques terroristes, visant nos valeurs et notre mode de vie. Si ces épreuves

ont rassemblé les Européens, elles ont aussi mis en évidence de sérieuses failles dans notre sécurité collective.

Tous ces événements doivent pousser l'Europe à réagir. Aujourd'hui encore, elle se repose trop sur le soutien de son allié américain et sur l'OTAN. Dans les autres cas, la France assume quasiment seule le fardeau militaire de l'Europe au Sahel et sur les territoires contrôlés par Daesh.

Depuis l'arrivée au pouvoir de François Hollande, jamais notre pays n'a paru si isolé et impuissant sur la scène mondiale. Un constat s'impose, en matière de politique étrangère les sorts de la France et de l'Europe sont liés.



De quels instruments l'UE dispose-t-elle ?

La politique étrangère et de sécurité commune (PESC)

Instaurée par le traité de Maastricht, la PESC permet aux 28 pays membres de l'UE d'agir ensemble face aux défis mondiaux. Elle dispose d'un budget annuel de 320 millions d'euros qui couvre toutes ses dépenses de fonctionnement à l'exception de celles ayant des implications militaires. Ses missions sont notamment de « soutenir la démocratie et les droits de l'Homme, préserver la paix et promouvoir un système international fondé sur une coopération multilatérale ».

La politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

La PSDC fait partie intégrante de

Deuxième rencontre au Parlement européen avec les membres d'Emmaüs Europe

Philippe Juvin a co-organisé pour la deuxième année consécutive une réunion entre les membres d'Emmaüs venus de toute l'Europe et plusieurs députés européens. Cette rencontre, qui s'est tenue à Strasbourg le 15 décembre 2015, a été l'occasion d'échanger sur la politique migratoire européenne et le paquet "économie circulaire".

Lancement de la présidence néerlandaise du Conseil de l'UE

Le 1^{er} janvier 2016, les Pays-Bas ont succédé à Luxembourg à la tête de l'institution. Le Premier ministre hollandais Mark Rutte a annoncé que son programme de travail sera axé sur quatre thématiques: la migration et la sécurité internationale, des finances saines et une zone euro solide, l'innovation et l'emploi, et l'énergie et la protection du climat.



La lettre d'information parlementaire de **Philippe Juvin**

L'Allemagne, nouveau partenaire stratégique pour la France en matière de défense ?

La politique européenne de défense a traditionnellement été pilotée par la France et le Royaume-Uni, les deux principales puissances militaires de l'UE. Lors du sommet de Saint-Malo en 1998, Jacques Chirac et Tony Blair avaient souhaité mettre en place des



Des membres du bataillon franco-allemand, créé en 1989.

moyens militaires « autonomes » et « crédibles » pour l'UE. Cependant, depuis l'arrivée au pouvoir du conservateur David Cameron, Londres fait tout pour freiner le développement des capacités propres de l'Europe, en privilégiant l'OTAN. Au contraire, l'Allemagne, qui depuis la Seconde Guerre Mondiale restait en retrait sur ces questions, plaide pour une nouvelle Europe de la défense. Son ministre des finances, Wolfgang Schäuble a récemment déclaré que son pays allait "dégager beaucoup plus de moyens pour des initiatives de défense européennes communes".

la PESC. Elle permet à l'Union d'utiliser des moyens militaires ou civils destinés à la prévention des conflits et à la gestion des crises internationales. Depuis sa création, 35 missions ont été lancées dans le cadre de la PSDC, dont 18 sont encore en cours.

La Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (HR)

Cette fonction a été créée officiellement le 1^{er} décembre 2009, lors de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne. Depuis le 30 août 2014, le poste est occupé par l'italienne Federica Mogherini, également Vice-présidente de la Commission européenne. Nommée pour un mandat de 5 ans, elle préside le Conseil des ministres européens des Affaires étrangères et conduit la PSDC.

Le Service européen pour l'action extérieure (SEAE)

Créé en 2010, le SEAE est le service diplomatique de l'Union européenne qui assiste la Haute Représentante dans ses missions. Il est doté d'un budget d'environ 600 millions d'euros et composé de 5 000 agents répartis à travers 140 délégations.

L'agence européenne de défense (AED)

Créée en 2004 pour améliorer les capacités de défense de l'UE, cette agence intergouvernementale est placée sous l'autorité de la Haute représentante. Elle a pour mission de développer la coopération entre les Etats participant à des programmes d'armement et de renforcer la compétitivité de l'industrie de défense européenne.

Quelles pistes d'amélioration ?

A court terme : pacifier le Moyen-Orient en nouant des alliances stratégiques

- ▶ **S'appuyer sur l'Union pour la méditerranée (UpM)**, lancée sous la présidence de Nicolas Sarkozy, qui regroupe 43 Etats pour soutenir le développement socio-économique des pays méditerranéens et assurer une stabilité dans la région ;
- ▶ **Proposer un partenariat privilégié à la Turquie, tout en excluant explicitement son adhésion à l'UE.** En contrepartie, Ankara devra s'engager pleinement dans la lutte contre l'Etat Islamique et lutter efficacement contre l'immigration clandestine vers l'Europe ;
- ▶ **Jouer un rôle actif dans le dialogue entre les différentes communautés au Moyen-Orient**, notamment les Chiïtes et les Sunnites. Le rétablissement de ses relations diplomatiques avec l'Iran donne à l'Europe une légitimité supplémentaire en tant que médiatrice ;
- ▶ **Resserrer les liens entre l'Europe et les pays du Golfe**, qui sont devenus de véritables alliés depuis la présidence de Nicolas Sarkozy, et qui devront être en première ligne en cas d'intervention au sol contre Daech.

A moyen terme : donner à la diplomatie européenne les moyens de ses ambitions

- ▶ **Augmenter les fonds alloués à la diplomatie européenne**, qui ne correspondent aujourd'hui qu'à 5 % du budget annuel de l'UE.
- ▶ **Renforcer le rôle de l'Agence européenne de défense** afin de rendre l'UE autonome et compétitive sur le plan militaire.
- ▶ **Définir une véritable doctrine commune**, pour éviter la fragmentation des politiques étrangères et encourager la solidarité entre Etats membres
- ▶ **Renforcer la présence diplomatique française dans les institutions européennes**, pour compenser la perte de postes important ces dernières années (le secrétariat général du SEAE, la direction de l'AED).

Conclusion

Après les terribles attentats qui ont frappé Paris le 13 novembre 2015, François Hollande a grossièrement opposé le "pacte de sécurité" national au "pacte de stabilité budgétaire" européen. En reniant sans vergogne son engagement à résorber le déficit français, le Président de la République fait une erreur regrettable. Nous ne pouvons assurer durablement notre sécurité seul. C'est pourquoi nous devons mutualiser une partie de nos moyens diplomatiques et militaires, trouver des synergies avec nos voisins européens et ainsi dégager des économies. Sur la scène internationale, la France et l'Europe doivent se renforcer mutuellement.



L'UE débat du statut économique de la Chine

Entrée à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 2001 en tant que "économie non marchande", la Chine sollicite actuellement un réexamen de son statut. Les 28 Commissaires européens ont débattu le mercredi 13 janvier des risques pour l'industrie, l'emploi et les consommateurs en Europe si la Chine venait à être considérée comme une "économie de marché".

**CONTACTER
PHILIPPE JUVIN**

Au Parlement européen

Tél. : +32(0)2 28 45199
Fax. : +32(0)2 28 49199
Parlement européen
60 rue Wiertz
ASP 13 E 218,
1047 Bruxelles
Belgique

La lettre d'information parlementaire de **Philippe Juvin**

Retour en images*

1. Ensaf Haidar le 16 décembre dernier recevant le Prix Sakharov décerné à son mari, Raif Badawi.
2. Philippe Juvin et Joëlle Ceccaldi-Raynaud, Maire de Puteaux, au Parlement européen de Strasbourg le 19 janvier 2015.
3. Philippe Juvin au déjeuner de la délégation française du PPE avec des représentants du CRIF le 20 janvier à Strasbourg.
- 4/5. Visites d'alto-séquanais au Parlement européen de Strasbourg le 24 novembre 2015 et le 19 janvier 2016.



1



2



3



4



5

Retrouvez toute mon actualité sur www.philippejuvin.fr